

tion sans réserve de l'option Rabin. Cette option signifie la création d'une sorte de « rive nord », qui pourrait bien exister pour Israël durant de longues années.

Nous n'avons pas, dans cet article, évoqué le sujet de l'Armée du Liban-Sud. Selon les termes de l'accord signé en 1983 avec le gouvernement libanais, alors que les conditions politiques étaient bien meilleures qu'aujourd'hui, le commandant en chef de cette armée (il s'agissait alors du commandant Haddad) avait été ramené au rang d'adjoint d'un officier « parachuté » au Sud-Liban par le gouvernement libanais. Il n'y a aucune raison pour que l'état-major s'obstine aujourd'hui à vouloir donner un rôle à l'ALS sous sa forme actuelle, d'autant que tous les militaires israéliens qui sont en contact avec elle estiment que cette armée ne peut fonctionner et servir les intérêts israéliens que lorsqu'elle se trouve dans un territoire contrôlé directement par Israël. Une dernière observation à ce sujet : même dans le cas d'un retrait unilatéral total, le gouvernement entend garder le contrôle de la bande territoriale de sécurité qui était le fief historique de Haddad. Il semblerait donc que cette région sera attribuée au général Lahad et à ses hommes.

Alex FISHMAN,
Al Hamishmar, 14 janvier 1985

UN RISQUE CALCULÉ, PLUTÔT QUE L'INCERTITUDE

La décision prise d'un retrait par étapes de tout le territoire libanais place Israël devant une longue série d'incertitudes. Les grandes questions du style « Que se passera-t-il si... » et « Que feront les autres si... » sont autant d'arguments pour ceux qui s'opposent à une opération qu'ils qualifient de « pari dangereux ». De fait, n'importe quelle initiative prise par Israël au Liban pourrait fournir le point de départ d'un scénario catastrophique soit pour la Galilée, soit pour les soldats israéliens.

On peut par exemple écrire un scénario selon lequel des extrémistes chiites seraient

sur le point de prendre le contrôle de la région de Saïda, d'où ils ouvriraient le feu sur les forces de Tsahal avec des pièces d'artillerie. On peut également en écrire un autre, selon lequel des extrémistes khomeinistes tireraient des obus de Katioucha sur la ville de Naharya à partir de villages situés à l'est de Tyr. Il n'est pas indispensable de tirer des dizaines d'obus par jour : il suffit de tirs dispersés et inquiétants pour paralyser Naharya et obliger Tsahal à « faire quelque chose ». Un quelque chose qui nécessitera de nouveaux sacrifices en vies humaines. De même, il est facile d'imaginer que les Syriens profiteront du retrait israélien du secteur est pour laisser les dissidents d'Abou Moussa descendre vers le Sud et y installer des bases dans les régions abandonnées par Tsahal. Ces bases seraient une nouvelle version du Fatahland, d'où les organisations palestiniennes sous influence syrienne mèneraient des opérations qui leur feraient gagner des points dans la concurrence qui les oppose à Arafat.

D'autres scénarios incluent l'éventualité de massacres intercommunautaires — au moins dans quelques villages et bourgades. Tous ces scénarios ne se fondent sur aucune information précise recueillie auprès des différentes milices. Et je ne parle pas des scénarios plus simplistes, selon lesquels des Katioucha à longue portée (pas 40 km, mais 32 km par exemple) seraient tirées à partir d'aires de lancement parfaitement réglées situées dans des régions où ne s'exercerait plus le contrôle de Tsahal. Sans parler de roquettes plus artisanales de 10 km de portée, qui peuvent être aisément dissimulées dans le coffre à bagages d'un taxi. Selon ces scénarios, les terroristes n'ont plus qu'à attendre le retrait de Tsahal pour sortir les Katioucha des voitures et les tirer du bord de la route.

Ce qui rend ces scénarios si terribles, c'est que leur mise en œuvre ne nécessite nullement l'existence de cette fameuse « infrastructure terroriste » mythique dont la destruction était le but de l'opération déclenchée en 1982. Pour les réaliser, il suffit d'une vieille voiture et de deux jeunes

gens déterminés. Quant aux ravages causés par de telles opérations, ils dépendent uniquement du hasard. Cette Katioucha peut venir s'ajouter à la longue liste des obus atterris en rase campagne, elle peut aussi causer une véritable catastrophe. La différence réside parfois dans une erreur d'un degré lors du montage du lance-roquettes, dans la direction du vent, dans l'état du matériel de lancement.

Bien entendu, d'autres scénarios sont également envisageables : Les intérêts syriens empêcheront les infiltrations de terroristes vers le Sud, dans le secteur est. La population chiite, contrôlée par l'organisation Amal, empêchera les organisations palestiniennes de reprendre leurs opérations à partir du Sud-Liban. Cette population n'aura plus aucune raison de combattre Israël après le départ des soldats israéliens. On peut aussi rédiger un scénario selon lequel l'Armée du Liban-Sud, aidée par Tsahal, contrôlerait une bande territoriale de 15-20 km au nord de la frontière internationale, empêchant les infiltrations et les tirs de katiouchas artisanales.

Il faut noter toutefois que même les scénarios les plus optimistes ne sauraient avoir pour titre « Plus une seule Katioucha ». A ce propos, rappelons que depuis six mois, il y a eu cinq cas de Katioucha tirées à partir du territoire jordanien vers la vallée de Beit Shéan, et que nul n'a parlé d'aller conquérir les hauteurs du Gilaad. Le slogan « Plus une seule Katioucha » n'a toujours été qu'un slogan politique, et le commandant en chef du secteur nord n'a révélé qu'un secret de polichinelle en le communiquant aux habitants de Galilée...

La réalité libanaise est telle que la folie y paraît normale et que les chances de telles ou telles prévisions de se réaliser ne sont pas calculables à l'avance. On peut avoir raison d'affirmer « Il ne serait pas logique que... », mais nous avons eu tout loisir d'apprendre que la logique libanaise emploie ses propres chemins. Affirmer qu'une opération dirigée contre Israël ou contre un élément pro-israélien irait contre les intérêts de son commanditaire ne veut rien dire en ce qui concerne les différentes

parties du conflit libanais. Les raisons qui animent ces parties sont tellement complexes et tellement déformées que toute tentative de prévoir le comportement de l'une d'entre elles dans des conditions données relèverait de la bêtise plus que de la simple présomption.

Il est tout aussi difficile de vouloir planifier des opérations de représailles, car la plupart des scénarios d'attentats prévisibles après le retrait décrivent une situation où Tsahal se trouvera dans la position d'un éléphant voulant punir un moustique longtemps après que celui-ci se sera envolé. Les opérations de représailles auxquelles l'on peut s'attendre, comme des bombardements aériens, pourraient aggraver la situation au lieu de l'arranger.

Face à cette liste d'incertitudes inquiétantes, on pourrait conclure que ceux qui qualifient l'opération de retrait de « pari dangereux » ont raison. Or, dans ce cas comme dans tous les autres, ceux qui s'opposent à ce « pari » oublient de se poser la question clef : quelle serait l'alternative à ce retrait ? La seule alternative proposée, c'est le maintien du statu quo actuel, c'est-à-dire le maintien d'une situation qui comporte moins d'incertitudes, mais dont la réalité existante est encore plus dangereuse et encore plus douloureuse.

Avant de préciser le détail de cette réalité, il faut noter qu'il y a eu plus de vingt tentatives de tir de Katioucha sur la Galilée au cours des deux dernières années, à partir de territoires contrôlés par Tsahal. La poursuite de ce genre de tentatives est pratiquement chose certaine. Tôt ou tard, un de ces tirs touchera les habitants de Galilée.

Mais, comme je l'ai déjà écrit plus haut, le stationnement de Tsahal au Liban implique, s'il durait, la perpétuation d'une réalité encore plus dangereuse. Premièrement, l'usure de l'armée et la baisse de son niveau de préparation. Cette usure comporte la diminution du temps d'entraînement, la dépense de sommes énormes en matériel et en moyens et la multiplication des périodes de réserve pour les civils. En d'autres termes, plus Tsahal assurera

la paix en Galilée à partir du Liban, et moins il sera en mesure d'assurer la sécurité de l'État d'Israël.

Une autre réalité certaine, c'est la perte de nouveaux soldats, jour après jour, dans la lutte contre une guérilla de plus en plus organisée et de plus en plus efficace. Une guérilla qui sait accumuler de l'expérience en analysant les causes de chaque réussite et de chaque échec. L'examen historique des cas de guérilla montre que les rares réussites jamais enregistrées par une armée régulière en lutte contre une guérilla impliquaient l'usage, par l'armée régulière, d'un terrorisme massif, y compris l'assassinat sans discernement de coupables et d'innocents. Il est peut-être possible de se rendre maître de n'importe quel territoire, même au Moyen-Orient, mais pour cela il faut pratiquer les pendaisons publiques et la destruction au canon des quartiers résidentiels entiers. Quelqu'un proposerait-il cela ?

Le développement du terrorisme chiite au Liban a déjà fait couler beaucoup d'encre. Tout ce qu'il reste à rappeler, c'est que chaque jour supplémentaire avant le retrait de Tsahal voit naître de nouveaux ennemis d'Israël et contribue à la création d'un cercle de haine infernal, qui pourrait se manifester à travers une recrudescence des attentats contre la Galilée. Chaque jour supplémentaire d'occupation renforce l'influence des chiïtes et accentue le risque de placer Tsahal dans une situation où tout retrait deviendrait impossible. Tous ceux qui suivent de près ce qui se passe au Liban savent que les conditions d'un éventuel retrait de Tsahal étaient meilleures il y a deux ans qu'il y a un an, et meilleures l'année dernière qu'aujourd'hui.

Face aux incertitudes qui accompagnent le retrait du Liban, il y a la certitude du prix de l'occupation : le prix du sang et le prix de l'affaiblissement de la sécurité nationale. Le plan de retrait par étapes présenté par les autorités militaires ne peut transformer ces incertitudes en prévisions solides. Il peut seulement donner l'espoir que le pari est un pari réfléchi et assumé. C'est là un pari qu'il faut tenter, et il est

tout de même bon de rappeler que ceux qui s'y opposent aujourd'hui sont ceux-là mêmes qui s'étaient permis un pari bien plus grave, lorsqu'ils ont lancé une guerre de quarante-huit heures qui dure depuis plus de trente mois.

Mikhaer GERTI,
Ha'aretz, 16 janvier 1985

NE VOUS PRESSEZ PAS DE PARTIR

Pierre Yazbek mène la vie d'un diplomate ordinaire. Entre ses rendez-vous où il passe de député à ministre et de ministre à député, il trouve le temps de se montrer à des cocktails et autres vernissages. Là, il distribue des poignées de main et des explications, encore des explications. Agé de trente-trois ans, c'est un homme solide et doté d'un charme personnel. Lors de discussions sérieuses, il a tendance à arborer un air grave, afin de souligner la sincérité de ses propos, mais en privé il sourit souvent. Comme tous les Libanais, c'est un bon vivant, mais il est également citoyen américain. Récemment marié à une jeune fille de Zahlé, c'est à Jérusalem qu'il a fêté l'événement.

Représentant en Israël des Forces chrétiennes libanaises, il affirme qu'il restera après le retrait de Tsahal. Le ministère des Affaires étrangères lui a permis d'arborer le drapeau de son pays au-dessus des fenêtres de ses bureaux, installés dans deux appartements en étage, dans la tour de luxe Méggido à Jérusalem : le drapeau flotte dans le vent, face au bâtiment de la Knesset. Un policier monte la garde en bas et il y a même un circuit de télévision interne. On se croirait presque devant un bureau de l'Agence juive à l'étranger. Les Forces chrétiennes disposent de bureaux de ce genre dans d'autres endroits du monde. On y parle anglais ou français, et de grands portraits du défunt président Béchir Gemayel, dirigeant des Phalanges, ornent les murs. Ce sont à la fois des centres d'information et des bureaux de liaison.

Cette semaine, Pierre Yazbek refusait encore de déclarer publiquement que